



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/La-politique-des-armements,540>

La politique des armements

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1935 à 1968 - De 1935 à 1936 - N° 12^o · 1er au 15 avril 1936 -

Date de mise en ligne : lundi 3 juillet 2006

Date de parution : 1er avril 1936

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Voici que tous les peuples se mettent à réarmer, et chacun accuse tous les autres d'avoir commencé. Cette fièvre gagne les États-Unis et l'Angleterre, jusqu'ici restés dans des limites raisonnables, mais qui échelonnent maintenant des programmes d'armement sur plusieurs années.

Ceci n'empêche nullement chaque gouvernement de se prétendre plus pacifique que son voisin et le Chancelier Hitler de rapprocher ses troupes pour nous offrir vingt-cinq années de paix.

Si les gouvernements font de pareilles déclarations, c'est, je crois, qu'elles correspondent à la secrète pensée de tous les peuples. À part quelques trublions qui rêvent plaies et bosses pour leurs concitoyens, la masse des gens aspirent à la paix et cherchent beaucoup plus les moyens de vivre que l'occasion de tuer leurs semblables.

Alors, cette folie d'armements à outrance ? Elle s'explique fort bien dans les grands pays modernement équipés où le nombre des chômeurs va grandissant. On sait que les dirigeants de l'économie n'ont pas encore compris que l'on ne pouvait pas avoir à la fois un prodigieux outillage industriel et du travail pour tous les hommes. Chacun de ces grands pays souffre donc de la fameuse crise, qui se traduit, comme nous le savons bien, par la baisse du pouvoir d'achat de tous ses nationaux.

Il faut donc trouver quelque chose qui puisse procurer du travail et par conséquent créer de la capacité d'achat. Mais ce quelque chose ne doit pas venir puiser ensuite dans le réservoir de la capacité d'achat déjà existante.

Comprenons-nous bien. Si l'État, pour ranimer l'économie, donnait 500 millions de francs à un constructeur d'automobiles, celui-ci fabriquerait des autos et créerait des salaires, des appointements, des impôts, des revenus, etc., bref, de la capacité d'achat. Mais cet industriel serait obligé de vendre ces autos afin de pouvoir continuer à en fabriquer. Les vendre à qui ? Aux consommateurs dont le pouvoir d'achat est déjà en baisse ? Le remède serait pire que le mal.

Si l'État donne ces 500 millions pour avoir de l'armement, il va bien créer momentanément de la capacité d'achat sans en détruire, puisque ces armements n'ont pas besoin d'être vendus au public.

L'opération ranime donc l'économie nationale pour un temps, c'est-à-dire pendant le temps où l'on exécute ce programme d'armement.

Évidemment, direz-vous, c'est au détriment de la collectivité puisque celle-ci fait les frais de ces commandes. Vous avez raison : mais il est facile de faire payer la collectivité car on ne la consulte pas. C'est beaucoup plus aisé que de trouver un client.

Finalement, cela aboutit au même résultat, mais on s'en aperçoit moins vite.

Et cette considération est de toute première importance pour les gouvernements qui vivent au jour le jour. Voici donc la raison économique de ces armements à outrance que l'on entreprend simultanément dans tous les pays atteints par la crise.

Mais on ne peut pas armer indéfiniment.

Un moment va venir où l'on sera saturé et sursaturé d'armements de tous genres...

Alors, il faudra bien s'en servir et les distribuer gratuitement de l'autre coté des frontières ?

Oui, peut-être, car les hommes sont si bêtes ? ! !

Raison de plus pour faire comprendre que ce "trop plein" dont ils souffrent n'a qu'à être transformé en choses utiles qu'on distribuera au dedans des frontières. On fera du bien-être au lieu de faire du carnage.

Préfèrent-ils le carnage ?...

Personne ne peut répondre, mais tout le monde doit agir comme si les hommes étaient susceptibles de comprendre.